

1998...130

juin 1998

# MEMOIRE DE STRATEGIE

## **Penser la stratégie plus vite plus loin et autrement**

Les bouleversements qui caractérisent la période actuelle paraissent durables, ils modifient le cadre espace-temps tout comme la menace. Dans ces conditions, la guerre classique, conçue au fil des siècles comme un duel entre deux puissances s'efface progressivement pour se transformer en une lutte tous azimuts entre des groupes ou des réseaux multiformes. Les hommes en charge de la défense doivent donc acquérir une nouvelle mentalité et de nouvelles capacités de réaction pour ménager au politique sa liberté d'action de plus en plus cruciale dans un monde dominé par le mouvement.

C.E. François GIERÉ  
Collège interarmées de défense  
C4

# Plan

## Introduction

### **1. Les bouleversements du monde précipitent le déclin de la grande stratégie...**

- 1.1. Vers des espaces « privés »
- 1.2. Le règne de l'instant
- 1.3. Nouveaux acteurs pour nouvelles menaces

### **2. ... et doivent conduire les stratégestes à ouvrir le champ de leur réflexion...**

- 2.1. Le *Livre Blanc*, solution médiatique et médiane
- 2.2. La nécessité d'une vigilance tous azimuts

### **3. ...mais aussi à raisonner vite, avec souplesse, en se ménageant d'ores et déjà de nouvelles capacités.**

- 3.1. Nécessaire souplesse de la pensée stratégique
- 3.2. Nécessaire souplesse dans les capacités d'action

## Conclusion

## Introduction

Affirmer que l'ordre mondial est bouleversé depuis la date symbolique du 9 novembre 1989, jour de la chute du mur de Berlin, est désormais devenu un lieu commun. Cet état de fait n'est pas unique dans l'histoire où se succèdent régulièrement des périodes d'équilibre et de rupture.

L'ordonnance globale du monde se conçoit pour Carl Schmitt<sup>1</sup> autour de phases d'équilibre appelées *nomos*, de périodes de rupture plus ou moins courtes et de la restauration de nouvelles phases « d'ordre mondial ». Tout au long de ces *nomos*, les stratégestes élaborent des théories militaires qui prennent le nom de *grande stratégie* (Liddell Hart) pour les Anglo-saxons ou de *stratégie générale* pour les Français; elles visent, pour chaque Etat, à se garantir une certaine liberté d'action au sein de cet ordre mondial établi. Ainsi, le dernier *nomos* apparu après 1945 était caractérisé par un équilibre entre deux idéologies incarnées par deux puissances, l'une maritime et l'autre terrestre. Il a vu se développer des stratégies profondément marquées par le fait nucléaire.

Mais les bouleversements qui caractérisent la période actuelle paraissent durables, ils modifient le cadre espace-temps tout comme la menace. Dans ces conditions, la guerre classique, conçue au fil des siècles comme un duel entre deux puissances s'efface progressivement pour se transformer en une lutte tous azimuts entre des groupes ou des réseaux multiformes. Les hommes en charge de la défense doivent donc acquérir une nouvelle mentalité et de nouvelles capacités de réaction pour ménager au politique sa liberté d'action de plus en plus cruciale dans un monde dominé par le mouvement.

L'étude rapide des mutations du monde moderne conduira à aborder les difficultés auxquelles se heurte la pensée stratégique actuelle pour déboucher sur les bases du nécessaire changement de mentalité.

---

<sup>1</sup> Carl Schmitt, *Terre et Mer*, Labyrinthe éd. 1985

## 1. Les bouleversements du monde précipitent le déclin de la grande stratégie...

D'une incertitude à l'autre

Un monde sans ennemi est la pire situation pour qui veut étudier les options stratégiques d'un pays. Tel est pourtant le constat actuel. La grande stratégie, « art de distribuer et de mettre en oeuvre les moyens militaires pour accomplir les fins de la politique » (Liddel Hart), laisse place au règlement de crises ponctuelles parce que le politique lui-même subit l'évolution du monde plutôt qu'il ne le façonne. Durant toute la période de la guerre froide, l'équilibre du monde reposait sur l'incertitude quant à l'emploi de l'arme nucléaire par les grandes puissances. Aujourd'hui, l'incertitude caractérise la période elle-même. Celle-ci s'applique à l'espace, au temps, aux relations entre les hommes, enfin à la menace elle-même.

### 1.1. Vers des espaces « privés »

Le modèle classique de l'Etat-nation tel que pouvait le décrire Raymond Aron dans son étude sur le comportement de la « République impériale » est en train de disparaître. Peu d'Etats sont en mesure de remplir le projet politique que leur assignait le philosophe, à savoir : assurer la sécurité physique, le bien-être économique et le maintien d'un environnement favorable. Le cadre d'action des Etats évolue, les projets aussi. Trois tendances se dégagent.

Pour Jacques Attali<sup>2</sup> c'est désormais le commerce qui régit le monde, comme du temps de Venise ou de Gênes, des ordres marchands apparaissent avec leur propre logique et leurs propres intérêts. Ainsi, les régions et ensembles prospères tissent entre eux des réseaux, au risque de rupture de solidarité dans le cadre de chacun des Etats nationaux.

C'est ensuite une réaction inverse avec l'émergence d'un « gouvernement mondial » que préfigurent des instances comme la commission de Bruxelles avec la PESC (politique étrangère et de sécurité commune), l'ASEAN (association of south east asian nations) et son forum étendu à un monde asiatique dans sa quasi-totalité et bien sûr le G7 + 1 qui déborde largement de son cadre économique originel.

C'est enfin avec Samuel Huntington<sup>3</sup> une période à venir qui se caractérise plutôt par un choc des civilisations sur différents fronts ou lignes de rupture. Cette thèse est aussi défendue par Jean Christophe Rufin<sup>4</sup> qui voit le monde passer d'un ordonnancement global est-ouest vers une opposition orientée nord-sud et une défense des pays de la mouvance occidentale contre des vagues de *barbares* - au sens romain ou chinois du terme - c'est-à-dire ceux qui n'appartiennent pas à la civilisation. Cette tendance se confirme par la poussée démographique des pays pauvres, la pression migratoire qui en découle et l'explosion de mégapoles dans

<sup>2</sup> Jacques Attali, *Lignes d'horizon*, 1990

<sup>3</sup> Samuel Huntington, *L'Occident et le choc des civilisations*, Revue de la défense nationale 1996

<sup>4</sup> Jean Christophe Rufin, *L'Empire et les Nouveaux Barbares*, 1992 et *Y a-t-il une frontière nord-sud* Revue de la défense nationale 1995

les pays sous-développés. C'est l'apparition des désormais célèbres « zones grises ».

L'Etat-nation régresse donc puisqu'il n'a plus de cadre géographique ni d'idéal politique. Alors devant toutes ces incertitudes et ces tendances on assiste partout à une explosion communautaire, une *tribalisation des sociétés*<sup>5</sup>. Les sociologues expliquent que les hommes inquiets, se regroupent par ethnie, particularisme sexuel, religion, spécificité culturelle ou sociale. Ces multiples minorités, au-delà des espaces physiques, exigent alors des droits particuliers, des règles propres, en somme elles créent indépendamment des frontières de multiples espaces privatifs où règne « l'individualisme tribal »<sup>6</sup>.

## 1.2. Le règne de l'instant

Si l'espace tend à devenir privé, le temps quant à lui semble disparaître. Déjà la mise en place du téléphone rouge entre les chefs d'Etats possesseurs de la bombe avait influé sur la donne stratégique, aujourd'hui le temps n'existe quasiment plus. Les réseaux numériques s'imposent progressivement et se caractérisent par une instantanéité de la transmission mais surtout par une absence de contrôle des informations véhiculées. Dans ces conditions, les hommes en charge de prendre les décisions, les politiques et leurs conseillers, les stratèges ne disposent plus du temps. « L'histoire ne se fait plus qu'au présent ».<sup>7</sup>

## 1.3. Nouveaux acteurs pour nouvelles menaces

Avec ce nouveau cadre espace-temps disparaît la notion de duel entre le « bon » et le « méchant ». Multiplier les espaces privatistes, c'est diluer la notion de légitimité. Dans un monde chaotique on ne sait plus où reconnaître le chef, on ne sait plus identifier l'armée à celui qui la dirige. Ainsi, les rapports de forces classiques n'ont plus lieu d'être. Dire: la menace est au sud, la menace c'est l'Islam, comme on disait autrefois: la menace réside à l'est, peut être considéré comme une aberration. La menace, au vu de la multiplication des acteurs, est elle même devenue multiforme.

La diversité des menaces peut être appréhendée dans un document édité par le Centre des hautes études de l'armement, CHEAR intitulé *Défense et sécurité à l'horizon 2000*<sup>8</sup>. Sans entrer dans le détail de cette réflexion, il est possible de dégager quelques grandes tendances qui leur sont propres.

Elles sont hybrides c'est-à-dire qu'elles ne connaissent plus de frontière entre crime à caractère politique et le simple crime de droit commun. En absence d'idéologie, le guérillero fusionne avec le criminel et ensemble, ils développent de nouvelles activités en dehors de toute notion de territoire et sans se préoccuper du droit national ou international. Territoires supranationaux, « zones grises », « jungles de béton » pour des activités aussi diverses que la pénétration de réseaux

<sup>5</sup> Alain-Gérard Slama, *La régression démographique*, Fayard 1995

<sup>6</sup> Alain-Gérard Slama, *Op. Cit.*

<sup>7</sup> Pau Virilio, *Cybermonde, la politique du pire*, Textuel 1996

<sup>8</sup> CHEAR, Groupes de recherche et de réflexion, rapport du groupe n°12, septembre 1995

informatiques bancaires, le détournement de matière fissile ou l'attentat à grande échelle, tels sont les nouveaux cadres à décortiquer pour celui qui se préoccupe de la sécurité dans le monde.

Dans les différents territoires « privatisés » se développent des milices, des sectes et autres regroupements à caractère tribal. Ils sont en mesure de faire peser une menace qui n'est plus à la portée du simple policier ou gendarme, mais qui trouble le militaire. La lutte contre le trafic de drogue prend d'ores et déjà des caractères d'opérations militaires avec emploi de satellites d'observation et l'intervention de forces spéciales.

Sans aller plus loin dans la démonstration, il apparaît que le monde qui se dessine est de plus en plus fluide, volatil et parcellaire. La guerre a changé de nature et on parle de plus en plus de crise. Il ne faut pas hésiter à sauter le pas et revoir le concept de défense sous un autre angle.

## **2. ... et doivent conduire les stratégestes à ouvrir le champ de leur réflexion...**

L'économiste et le politique font de la prévision à quelques mois pour le premier, à quelques années pour le second, le temps de rentabiliser un placement ou de gagner une élection. Mais le stratégeste se doit de faire réfléchir à plus long terme et chacun sait que la prospective n'est pas la simple extrapolation du présent dans le futur.

### **2.1. Le *Livre Blanc*, solution médiatique et médiane**

Un tel ouvrage se conçoit dans le cadre d'une organisation militaire à plutôt court terme. Il poursuit deux objectifs majeurs : d'une part, mettre les évolutions stratégiques en perspective, mais à un horizon proche car élaboré avec une pensée et des outils qui appartiennent à la période passée; d'autre part, expliquer la défense et susciter l'adhésion des français puisque celle-ci n'est plus aussi évidente qu'avant.

Dans ces conditions, devant la difficulté à décider à long terme, les missions confiées aux armées - garantir l'intégrité du territoire national, participer à la sécurité en Europe, conduire des opérations hors Europe dans le cadre d'accords de défense, contribuer à assurer des missions humanitaires et de service public - continuent à s'inscrire dans la continuité de l'ordonnance de 1959, c'est-à-dire dans une logique ancienne. En 1974, date de rédaction du dernier *Livre Blanc* sous le ministère de M.Debré, la stratégie est défensive et met en avant la dissuasion exclusivement. En 1994, l'évolution du contexte international, la montée de l'incertitude, conduit à porter en avant la notion d'équilibre entre dissuasion et action mais sans trancher vraiment. A partir de cette stratégie, six scénarios désormais classiques sont proposés (S1 à S6).

Ces scénarios demeurent toutefois très prudents et attentistes dans la mesure où ils n'excluent ni la dissuasion, ni la défense classique du territoire national, même si

celle-ci est jugée peu vraisemblable, ni l'intervention ponctuelle face à des menaces nouvelles. En fait, seuls les moyens financiers mis à la disposition des forces armées influent sur leur capacité d'action. Au lieu de faire des choix stratégiques et d'y consacrer les moyens, on adapte la stratégie des forces aux moyens qui lui sont consacrés.

Le *Livre Blanc* se présente encore comme une étude de l'avenir reposant sur les bases du passé, en somme une extrapolation du présent vers le futur. Au contraire, ce cadre espace temps, en constante mutation, doit permettre au stratège de laisser libre court à son imagination afin d'aller aussi vite que les mutations de la période.

## 2.2. La nécessité d'une vigilance tous azimuts

La crise remplace la guerre, tel est le thème central du dernier ouvrage du général Eric de La Maisonneuve<sup>9</sup>. La crise est un « état transitoire entre un passé dépassé et un avenir improbable », c'est un état de déséquilibre. Or cet état complexe bouscule la stratégie classique habituée au duel entre deux armées, deux états ou deux alliances. Elle nécessite donc une vigilance tous azimuts, il s'agit d'imaginer toutes les possibilités.

Toutes les formes de violence doivent être prises en compte. On assiste à un retour de la confusion entre les notions de violence et de force armée, entre des acteurs militaires organisés et des acteurs non reconnus, mais puissants et destructeurs. Ainsi, le camp adverse sera tantôt un ennemi, un adversaire, un opposant, un criminel selon qu'il appartiendra à une force étatique, à une milice nationaliste, à une faction révolutionnaire ou à une organisation criminelle transnationale.

Dans ces conditions se pose ensuite la question de la forme que doit prendre la riposte. Le terme de défense fortement lié à la notion de territoire national, d'Etat-nation est de plus en plus souvent remplacé par le concept de sécurité plus large puisqu'il englobe à la fois territoire, nation et institutions socio-politiques. Dans un monde qui se privatise, la sécurité des groupes devient essentielle. Le Premier ministre Lionel Jospin n'a pas hésité à affirmer lors du colloque de Villepinte en octobre 1997 que le droit à la sécurité constituait aujourd'hui l'aspiration majeure des Français. Le terme de sécurité permet d'englober avec plus de souplesse les problèmes économiques, ethniques et sociaux. Comme il se crée des espaces privatisés, doivent émerger des espaces de sécurité. Le terme de sécurité permet de faire l'économie de la traditionnelle distinction entre menace intérieure et menace extérieure, les deux sont aujourd'hui intimement liées.

Après avoir abordé la forme de la riposte, il faut considérer les modalités de l'action et leurs conséquences. Il ne s'agit plus de confronter des puissances mais de s'interposer entre deux factions, de préserver, maintenir ou rétablir un ordre juridique ou social plus ou moins fragile et menacé. Il ne s'agit plus de gagner des territoires ou des espaces mais au contraire de les préserver de toute pénétration ou plutôt de toute influence visant à les déstabiliser. Action graduée, adaptée et

<sup>9</sup> E. de La Maisonneuve, *Incitation à la réflexion stratégique*, Economica 1998

progressive est le modèle d'intervention à rechercher pour la résolution de ces conflits futurs.

Essayer d'appréhender toutes ces évolutions ne se conçoit qu'à partir de nouveaux modes de raisonnement, en intégrant au plus vite les capacités essentielles qui semblent devoir se dessiner dès à présent.

### **3. ...mais aussi à raisonner vite, avec souplesse, en se ménageant d'ores et déjà de nouvelles capacités.**

Il ne s'agit pas ici de présenter des méthodes révolutionnaires et des capacités innovantes. Beaucoup d'outils existent déjà, encore faut-il les utiliser, les développer, les mettre en situation.

#### 3.1. Nécessaire souplesse de la pensée stratégique

Prévision et prospective sont, on vient de l'aborder, deux notions différentes. La prospective peut se concevoir comme la confrontation entre des lignes de continuité et des lignes de rupture. Ainsi, la stratégie d'un Etat comme la France doit tenir compte à la fois de la continuité, le fait nucléaire dont aucun dirigeant n'osera se priver, le passé colonial et le rayonnement dans le monde et des ruptures, fracture sociale, opposition nord-sud, pression démographique. Il s'agit alors d'élaborer des options ou scénarios extrêmes, l'avenir se situant avec une forte probabilité entre ces extrêmes.

La remise à l'honneur de la prospective est nécessaire pour éviter que la pensée stratégique ne produise qu'une simple extrapolation du présent. Il suffit de citer quelques chapitres du dernier livre de Michel Godet<sup>10</sup> pour entrevoir les actions à réaliser: « Les ateliers de la prospective », « La méthode des scénarios », « L'analyse structurelle », « L'évaluation des options ». Ces outils ou méthodes ne sont pas des potions magiques mais permettent au politique de préserver un temps de réflexion avant de prendre sa décision. Le principe stratégique classique de *liberté d'action*<sup>11</sup> est ainsi remis à l'honneur dans sa forme la plus moderne.

Mais cette réflexion prospective ne va pas sans une démarche permanente, l'acquisition, l'élaboration du renseignement sous toutes ses formes et avec tous les moyens technologiques modernes. La création de la direction du renseignement militaire, DRM, l'unification de la lutte anti-terroriste sous l'égide d'une unité de coordination, UCLAT, sont certes des avancées intéressantes mais qui se heurtent souvent à une habitude du passé, le cloisonnement. Celui qui détient le pouvoir n'est plus celui qui garde le secret mais celui qui est en mesure de le diffuser. Faire de la prospective à partir d'une construction intellectuelle est hasardeux et dangereux, la faire à partir de renseignements recoupés est efficace. La mise en place d'une grande agence de renseignement n'est pas une nouveauté, force est de

<sup>10</sup> Michel Godet, *Manuel de prospective stratégique*, Dunod 1997

<sup>11</sup> Foch, *Des principes de la guerre*

constater que les avancées sont timides. Dans le cadre d'un Etat- nation, le « vouloir vivre ensemble » de Renan<sup>12</sup> est une garantie suffisante pour le chef de l'Etat quant à l'esprit de défense qui anime le pays. Quand ce « vouloir vivre ensemble » disparaît au profit de motivations de groupes et de réseaux internationaux, il devient capital de connaître ces tendances internationales, d'autant qu'elles sont véhiculées par des vecteurs multiples mais identifiés.

Savoir ce que pensent les autres et faire savoir ce que l'on pense devient une composante toujours plus indispensable à la pensée stratégique. La guerre psychologique se pratique désormais à l'échelle mondiale. Il faut être en mesure de recueillir toutes les informations et de les trier, là encore pour préserver la liberté d'action du politique chargé de prendre une décision. Le raisonnement stratégique ne peut plus s'élaborer au fil des siècles il fera preuve d'une grande réactivité. Il devra alors être mis en oeuvre au travers de capacités dont deux caractéristiques peuvent déjà être exposées.

### 3.2. Nécessaire souplesse dans les capacités d'action

La première capacité, la maîtrise du temps et de l'espace, n'est pas inconnue, Napoléon l'avait déjà brillamment mise en évidence, mais elle prend aujourd'hui une dimension nouvelle qui se traduit en terme de communication. Ensuite, il s'agit d'être en mesure d'évoluer dans un nouvel environnement qui ne sera plus exclusivement physique mais aussi juridique.

En complément du renseignement vient donc la communication. Le renseignement permet de réduire le temps de réaction à une crise et de même que les vecteurs modernes assurent désormais un acheminement quasi instantané des forces. Aussi la liberté d'action du politique, en situation de crise, se réduit-elle et oblige les forces d'intervention à conduire un dialogue permanent avec l'autorité politique. Le chef militaire ne peut se contenter d'un mandat général qu'il décline régulièrement en ordres à ses subordonnés. La relation entre unités d'exécution, chef de la troupe et autorité décisionnelle est devenue permanente. A tout moment l'action entamée doit pouvoir être suspendue, renforcée ou modifiée. La pensée stratégique doit tenir compte de cette volatilité de l'action elle même.

Seconde facette de la communication, la crise est souvent couverte en temps réel par les médias, ceux-ci relayent les opérations vis-à-vis d'une opinion publique qui elle même influe sur la décision du politique. Un cercle vicieux, dès à présent incontournable, que le stratège ne peut pas ignorer mais que le militaire doit être en mesure de maîtriser. Ici se situe bien la rupture avec le passé, le temps où la « communication de crise napoléonienne » à travers *Le Moniteur* ne se concevait que dans un seul sens et avec assez de recul face aux événements pour les présenter à son avantage est bien terminé.

Cette capacité à maîtriser la communication se conçoit ensuite dans un espace territorial bien différent d'il y a quelques années encore. Il nécessite l'acquisition de véritables connaissances en droit afin de présenter une sorte de modularité juridique des forces. La crise se développe souvent hors d'un cadre territorial étatique ou à la marge d'une qualification juridique. Les relations au droit ne sont plus les mêmes et

<sup>12</sup> E.Renan, Conférence prononcée à la Sorbonne 1882

l'action en est profondément modifiée. Les juristes avaient déjà souligné l'ambiguïté de la formule « usage des armes sur ennemi reconnu » en situation de DOT, quand ils posaient les questions suivantes : quel ennemi ? reconnu comment ? et par qui ? La situation est encore plus complexe alors qu'il s'agit d'user des armes hors du territoire, entre deux Etats qui ne se reconnaissent pas eux mêmes et qui ne sont pas en guerre.

La tendance à la privatisation des espaces a son corollaire, la juridicisation des sociétés. Celui qui est en charge de régler des conflits, des crises dans un tel contexte ne peut pas en ignorer les principes. Celui qui est en charge de « penser la guerre » se doit de les intégrer à son raisonnement.

## **Conclusion**

Les débats stratégiques actuels se cristallisent autour d'un débat qui risque de demeurer stérile puisque conditionné par des impératifs économiques nécessairement à court terme. Nos moyens conditionnent-ils notre stratégie ou bien est-ce l'inverse ? Les militaires et les stratégestes dépensent beaucoup d'énergie dans le règlement de cette question éludant parfois un autre volet de l'avenir stratégique qui ne nécessite pas obligatoirement des budgets considérables.

Il n'est pas indispensable de consacrer des moyens importants à la prospective, d'imiter la Rand corporation, mais encore faut-il ne pas l'oublier totalement c'est-à-dire la limiter à un petit cercle d'initiés. Publier, confronter les doctrines, les afficher pour obtenir une réaction en retour font partie des nouvelles règles de la nouvelle guerre. De même, cette démarche contribue à forger un nouvel esprit de défense ou plutôt de sécurité. Elle obligera les officiers à se poser des questions qui leur ouvriront des nouveaux horizons en les motivant au lieu de les laisser s'interroger sur les contradictions du présent.

La prise en compte de l'importance de la communication paraît acquise, mais sans en développer assez le lien avec le renseignement. Pour maîtriser la communication, il faut savoir plus que celui qui affirme ou qui vous interroge.

Enfin, la formation juridique de tous les intervenants d'une crise est largement sous-estimée, pourtant elle conditionne bien l'adaptation des forces engagées sur les nouveaux théâtres d'opération.